



Mea culpa du PDG de la Société générale : Le Cerf attend maintenant des actes

"Aujourd'hui, toutes les banques sont critiquées parce qu'elles sont considérées comme responsables de la crise. Les banques ont une part de responsabilité" a admis le tout nouveau PDG de la Société générale, Frédéric Oudéa dans une interview au Parisien. Il aura fallu attendre plus d'un an après la diffusion de la crise financière à l'économie réelle pour que le dirigeant d'une grande banque française fasse un timide mea culpa. Dont acte. Dès début 2008, le Cerf suivi par les observateurs économiques comme la Banque de France, avait mis en évidence un resserrement du crédit à un moment où les banquiers et les organisations patronales tentaient de faire croire au gouvernement que la crise financière n'avait pas changé leur politique à l'encontre des entreprises, en particulier les TPE.

Le Cerf attend maintenant que les propos de Frédéric Oudéa se traduisent pas des actes envers ceux qui constituent le tissu économique du pays et sont de fait les meilleurs clients des banques de détail. En clair, le Cerf demande que la Société générale comme ses confrères cessent de couper, de manière arbitraire, le robinet à liquidités à des milliers de TPE-PME. De plus, le Cerf demande que ces banques réduisent les dates de valeur et baissent les frais prélevés sur les opérations : il n'est pas acceptable que les établissements de crédit profitent de leur position dominante et d'une absence de réelle concurrence entre les réseaux, pour facturer des services à des prix exorbitants.

A cet instant de la crise, c'est surtout l'action de Médiateur du crédit qui a retenu l'attention du Cerf. Dans son dernier rapport d'activité, René Ricol indique que plus de 11 000 entreprises ont saisi le Médiateur en un peu plus de six mois : résultat, 831 millions d'euros débloqués, 4286 sociétés confortées dans leur activité et 82 710 emplois préservés. Autrement dit, ces cas précis d'entreprises victimes de refus de vente de la part des banques et sauvées par le Médiateur sont la preuve vivante que les banques ont clairement failli dans leur rôle historique de partenaire financier des entreprises et que les critiques portées par le Cerf dès début 2008, était complètement justifiées.

Ainsi, l'opération séduction lancée par le nouveau PDG de la Générale auprès des Français, ne sera crédible que si les banques changent radicalement leurs pratiques et se mettent au service de leurs clients au lieu de considérer les patrons et les entreprises comme "une vache qu'on peut traire à l'infini"*. Cela commence par une politique tarifaire et une offre de produits adaptées qui ne pénalisent plus l'activité, la compétitivité et, au final, l'emploi.

* "Certains considèrent le chef d'entreprise comme un loup à abattre ; d'autres comme une vache qu'on peut traire à l'infini ; peu voient en lui le cheval qui tire la charrue." Winston Churchill

**Si vous êtes d'accord avec nos positions, transmettez nos communiqués à vos élus -
maires, députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux**

**Si vous voulez soutenir les actions du Cerf, adhérez !
Cotisation 30 € à l'ordre du Cerf.**

Pour se désinscrire, envoyez un fax au : 04 34 09 05 19

Créateurs d'emplois et de richesse de France (Cerf)

1ère plateforme de représentation des Très Petites Entreprises.

Association loi 1901 - 24, avenue Gabriel - 75008 Paris - Tel : 09 51 74 23 73 - www.lescreateurs.org